

(Traduction)

**L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà signalé au très charmant député de Trois-Rivières que mon ministère avait accordé une entrevue à la personne en question, avant qu'on ne lui accorde la permission de donner le sérum en cause au jeune garçon qui est mort par la suite. Cette personne est entrée en contact avec le ministère et elle sait, de façon assez détaillée, jusqu'à quel point elle doit se conformer au Règlement sur les aliments et drogues avant qu'on puisse lui permettre de fabriquer son sérum en vue de l'administrer à d'autres personnes. On m'apprend que le ministère se tient prêt à collaborer, à indiquer exactement à cet homme ce qu'il doit faire et à bien lui faire savoir que, à l'instar de toute autre personne désirant fabriquer des médicaments, il doit se conformer au Règlement sur les aliments et drogues.

#### RADIO-CANADA

CRITIQUE VIRULENTE DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS PAR DES COMMENTATEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État, sur laquelle j'aimerais également attirer l'attention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le secrétaire d'État voudrait-il recommander à Radio-Canada de veiller à ce que, dorénavant, les commentateurs de nouvelles évitent de formuler des critiques violentes, virulentes même, sur les candidats à la présidence aux États-Unis? La plupart des citoyens américains croyant que Radio-Canada est la voix officielle du Canada, des commentaires comme ceux-là peuvent être interprétés comme étant une ingérence directe dans les élections américaines, ce qui pourrait facilement porter atteinte à la réputation de notre pays dans les milieux influents des États-Unis. Imaginez, monsieur l'Orateur, ce que seraient les sentiments au Canada si la situation était renversée.

**M. Nielsen:** C'est déjà arrivé.

**L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, comme l'honorable député le sait, je n'interviens pas au sujet de la programmation de Radio-Canada. Cependant, je transmettrai volontiers les opinions de l'honorable député à la direction de Radio-Canada.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Une question complémentaire. Le ministre sait-il [L'hon. M. Balcer.]

que les commentaires faits à la BBC sont assez hauts en couleur, comparés à quelque programme que ce soit à Radio-Canada?

#### L'HABITATION

EXÉCUTION IMMÉDIATE D'UN PROGRAMME DE VENTE ET DE LOCATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Arnold Webster (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Postes s'il a reçu un télégramme —ou s'il en a entendu parler—dans lequel l'Association des anciens combattants propriétaires et locataires de Fraserview proteste vigoureusement contre le refus de retarder la mise en œuvre d'un programme de vente et de location annoncé dernièrement par la Société centrale d'hypothèques et de logement. Si tel est le cas, le ministre reviendrait-il sur sa décision, étant donné l'importance de la question pour les anciens combattants et les personnes à leur charge?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, en ce qui a trait à la première partie de la question, oui, j'ai reçu le télégramme. Quant à la seconde partie, je crains de ne pouvoir donner à mon honorable ami aucun espoir. La direction et les fonctionnaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement examinent soigneusement l'affaire depuis sept mois. En fait, la direction a demandé à des spécialistes indépendants des conseils qu'elle a étudiés attentivement en juin, c'est-à-dire le mois dernier. Je puis approuver les recommandations qu'ils ont faites et je ne vois pas pourquoi l'on retarderait de nouveau leur mise en vigueur.

#### L'AGRICULTURE

COMMISSION DES GRAINS—RUMEUR DE TRANSFERT DE COMPÉTENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. R. Southam (Moose-Mountain):** Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au ministre de l'Agriculture mais, comme il est provisoirement absent de la Chambre, je la poserai à son secrétaire parlementaire ou au ministre suppléant. Vu les rumeurs persistantes selon lesquelles on exercerait des pressions pour que la Commission des grains passe du ministère de l'Agriculture au ministère du Commerce, le ministre songe-t-il à céder à ces pressions?